

Faire progresser la sécurité humaine

POUR UN NOUVEAU PLAN MARSHALL

Partage international n° [161](#) - Février 2002

par Dick Bell et Michaël Renner

Que pensez-vous de ce conseil prodigué par un officier militaire et homme d'Etat américain concernant la manière dont les Etats-Unis devraient se comporter avec toute une partie du monde déchirée par la guerre, la pauvreté, la maladie et la faim : « [...] il est fondamental que notre peuple parvienne à une compréhension globale de toutes les implications, au lieu de réagir avec passion, en fonction de préjugés ou bien sous le coup d'une émotion passagère [...]. Du fait de l'éloignement, il est virtuellement impossible d'appréhender la signification réelle de la situation en lisant, en écoutant ou même en regardant des images ou des photos. Et pourtant, l'avenir du monde dépend d'un jugement correct. »

Ainsi s'exprima le général George Marshall lorsqu'il exposa les grandes lignes du fameux plan Marshall à l'Université de Harvard, le 5 juin 1947. Dans l'étude qu'il fit des économies d'Europe, il releva que le « désespoir des populations risque d'entraîner des conflits ». Il affirma qu'il ne pourrait y avoir de « stabilité politique ni de paix durable » sans sécurité économique, et que la politique américaine n'était « dirigée à l'encontre d'aucun pays, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos ».

Si le président Bush et ses conseillers examinent les résultats de la campagne de bombardements sur l'Afghanistan, ils pourraient également considérer la pertinence de la stratégie de George Marshall appliquée aux problèmes politiques et moraux. L'Amérique a choisi l'affrontement. Bien sûr, il faut poursuivre ceux qui sont responsables des morts du 11 septembre, les traduire en justice, et œuvrer en coopération avec les autres pays afin de démanteler les autres réseaux terroristes. Mais nous devons agir d'une manière qui n'engendre pas d'autres morts innocentes, qui n'entretienne pas le cycle de la haine à l'origine des événements du 11 septembre.

Ce qui fait cruellement défaut dans la rhétorique de l'administration Bush, c'est la reconnaissance de l'ampleur des problèmes sous-jacents auxquels il faut s'attaquer, quel que soit le succès à court terme de la traque lancée contre les auteurs des attaques terroristes. Comme le suggèrent avec force les paroles de George Marshall, la poursuite des terroristes devrait s'inscrire dans un programme beaucoup plus ambitieux, dans lequel les pays riches s'emploieraient à résorber les effroyables injustices qui sévissent dans le monde avec une audace et une détermination identique à celle qu'ont affichée les Etats-Unis en Europe grâce au plan Marshall.

Il est inutile de dépenser un centime de plus pour mettre en lumière les conditions qui conduisent des pays entiers au désespoir et à la misère.

Près de 1,2 milliard d'hommes luttent de par le monde pour survivre avec un revenu quotidien inférieur ou égal à un dollar. Un nombre identique n'a pas accès à l'eau potable et 2,9 milliards vivent dans des conditions sanitaires insalubres. Près de 150 millions d'enfants souffrent de malnutrition, et plus de dix millions d'enfants de moins de cinq ans vont mourir cette année. Il y a au moins 150 millions de chômeurs et 900 millions de « sous employés », qui se contentent de maigres revenus en retour d'un travail éreintant.

La mondialisation a fait naître des espoirs, même si les moyens de communication moderne rendent visible aux yeux de tous l'inégalité croissante qui existe entre un Occident riche, puissant et dominateur, et le reste du monde. La pauvreté et la privation ne se traduisent pas systématiquement en haine. Mais ceux qui ont vu leurs espoirs s'évanouir et leurs aspirations s'effondrer, et dont le mécontentement grandit, sont bien plus enclins à succomber au chant des sirènes de l'intégrisme. C'est particulièrement vrai pour les jeunes dont les perspectives d'avenir sont incertaines, et dont le nombre va croissant. Près de 34 % de la population du tiers monde est âgée de moins de quinze ans.

Les Etats-Unis et les autres pays industrialisés devraient lancer un « Plan Marshall » mondial afin d'offrir à tout être humain un niveau de vie décent. On peut déjà entendre la plainte de ceux qui prétendent qu'un tel programme serait « trop coûteux ». Mais examinons les chiffres de plus près. Le coût de notre réponse à la présente crise se

chiffre en dizaines de milliards de dollars, qui sont venus s'ajouter à un budget de la défense qui se situe déjà à hauteur de 342,7 milliards de dollars.

A moins de changer nos priorités, la menace ne pourra que croître

Pour les besoins de la comparaison, supposons que les Etats-Unis octroient un budget supplémentaire de 100 milliards de dollars pour mener des actions militaires au cours des 12 prochains mois. Que serait-il possible de faire avec cette somme si nous l'affectons à des programmes visant à alléger la souffrance humaine ? En 1998, le rapport du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) estimait que le coût annuel pour permettre un accès universel aux services sociaux fondamentaux dans les pays en voie de développement se décomposait ainsi : neuf milliards de dollars permettraient d'offrir à tous les êtres humains l'accès à l'eau et à des conditions sanitaires acceptables ; douze milliards de dollars seraient nécessaires pour couvrir les dépenses de santé liées à la maternité des femmes ; treize milliards de dollars suffiraient pour combler les besoins alimentaires et l'accès aux soins fondamentaux ; et six milliards permettraient l'accès universel à l'éducation.

Ces montants sont substantiels, mais ils ne constituent qu'une fraction des dizaines de milliards de dollars que nous venons d'engager, et ils semblent dérisoires face aux dépenses militaires mondiales qui avoisinent les 780 milliards de dollars annuels.

Il existe une triste ironie à regarder l'administration Bush s'acharner à bâtir une coalition internationale. Il n'existe pas d'effort aussi soutenu, aux Etats-Unis ni dans aucun autre pays développé, pour créer une

coalition afin d'éradiquer la faim, pour immuniser tous les enfants, pour fournir de l'eau potable, pour éradiquer les maladies infectieuses, pour créer des emplois dignes, combattre l'illettrisme ou construire des logements décentes.

Le coût généré par cette sécurisation insuffisante des besoins fondamentaux, qui fournit un terreau fertile au terrorisme, grimpe en flèche. Depuis le 11 septembre, nous savons que les armes sophistiquées offrent une protection limitée contre ceux qui veulent se venger à tout prix de maux réels ou présumés. A moins de changer nos priorités, la menace ne pourra que croître dans les années à venir.

S'il choisissait de mobiliser les ressources adéquates pour combattre la souffrance humaine, le président Bush disposerait d'une opportunité unique de tirer parti des événements du 11 septembre et de prendre une place privilégiée dans l'histoire du monde. Mais en premier lieu, nous devons tous comprendre qu'en fin de compte, les armes seules ne peuvent acheter une paix qui soit durable dans un monde où des milliards de nos semblables subissent des inégalités, des injustices et des privations extrêmes.

Worldwatch Institute, 1776 Massachusetts Avenue NW, Washington DC 20036, Etats-Unis.
www.worldwatch.org.

Auteur : Dick Bell et Michaël Renner, Dick Bell : vice-président, chargé de la communication au Worldwatch Institute. Michaël Renner : chercheur pour le projet Vital Signs.

Sources : Worldwatch Institute, 1776 Massachusetts

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Divers](#) ()